

Rencontre avec Maurice Strong: les signes d'une crise globale

M. Maurice Strong est un homme de petite taille et, bien que doux en apparence, toujours combatif, semble-t-il. Ses paroles traduisent la gravité d'une situation critique.

Après avoir rapidement atteint le cercle des sommités du monde des affaires canadien, il a dirigé, pendant quatre ans, le programme canadien d'aide à l'étranger se consacrant sans répit à combler le dangereux fossé qui sépare Etats industrialisés et pays moins développés, pays donateurs et pays bénéficiaires. C'est, a-t-il affirmé, une condition essentielle à la paix mondiale, plus importante pour la survie générale que les divergences d'opinion évidentes entre les blocs adverses.

En sa nouvelle qualité de secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le milieu humain qui se tiendra à Stockholm en juin, M. Strong parle toujours — d'aucuns disent qu'il prêche — de la survie globale. Les nations industrialisées comme les pays en voie de développement, dit-il, doivent se rendre compte qu'ils ne maîtriseront la crise écologique que par un effort global.

En visite à Ottawa pour participer à une session du Groupe de travail inter-

gouvernemental sur la pollution marine, M. Strong s'est adressé aux délégués en ces termes: «La détérioration de nos océans et de nos mers constitue une menace à la survie et au bien-être de l'homme . . . La pollution marine fait partie de l'ensemble du défi posé à l'environnement et souligne le besoin urgent de défendre la salubrité de la biosphère. Le monde ne peut pas attendre. Nous n'osons pas laisser la situation s'aggraver — au point où il ne sera peut-être plus possible d'y remédier . . .»

La réaction des Etats

Comment les pays moins développés réagissent-ils? Que dire de la crainte des pays en voie de développement de voir leur croissance économique fléchir sous les contrôles environnementaux que leur imposeront des pays industrialisés qui ont dépassé depuis longtemps le stade du décollage économique?

M. Strong admet qu'il existe encore un «climat de méfiance» dans certains pays moins développés, mais d'autres facteurs viennent atténuer cette crainte.

«De plus en plus, affirme-t-il, les pays défavorisés se rendent compte que les mesures prises pour régler les problèmes d'ordre écologique sont dans leur intérêt. La preuve en est qu'ils participent de plus en plus activement aux réunions régionales tenues en préparation de la Conférence de Stockholm. Ces réunions ont déjà groupé plus de 70 pays en voie de développement».

M. Strong estime que les Etats ont commencé à sentir les liens qui existent entre la croissance économique et la qualité de l'environnement. «L'absence de mesures adéquates pour protéger l'environnement peut effectivement entraver leur croissance économique

«Ces pays plus pauvres s'interrogent sur la façon dont ils doivent administrer leurs ressources naturelles. Ils doivent tirer le meilleur parti des ressources qu'ils possèdent car elles représentent très souvent leur capital naturel».

Au cours des nombreux voyages qu'il a effectués à partir du siège de la Conférence à Genève, M. Strong a constaté que



— Photo Nations Unies

M. Maurice Strong, secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le milieu humain.